

## GRIPPONS LE CAPITALISME!

### EDITO

Si l'on s'en tient aux vœux présidentiels, le ton est donné : 2010 sera l'année de la chasse aux bandes de délinquants ! Ne rêvons pas, il ne s'agit pas ici de s'attaquer aux bandes de patrons voyous qui détraquent les salariés au fond des usines. Non, c'est bien entendu aux « bandes armées qui terrorisent les banlieues » que notre valeureux président va s'attaquer. Propagande électorale en vue des élections régionales de mars prochain après un « débat » sur l'identité nationale truffé d'appels du pied à l'extrême droite. Ce numéro d'Infos en parle et rappelle si besoin était que l'avenir des luttes pour un monde meilleur passe loin, très loin des urnes électorales et des pitoyables débats que nous servent les politiciens de tous bords.

Nous y aborderons également la lutte et les grèves des salarié-es sans papiers. Le racisme d'état ne sera pas en reste. Au menu des luttes de ce numéro, il y aura également une analyse et un bilan de celle des postiers contre la privatisation.

Racisme d'état, répression sont malheureusement des sujets récurrents qu'il nous est donné de traiter. Sans entrer dans les détails, ce que nous avons retenu du récent sommet de Copenhague, c'est l'impressionnant dispositif



mis en place par la police danoise pour procéder à des arrestations de masse. Logistique hyper organisée et un sens certain du spectaculaire : humiliation publique des centaines de détenus, exposés à un froid polaire, assis par terre pendant des heures. Tout était orchestré pour impressionner et sans doute aussi pour passer au manifestant l'envie de revenir. Le message est on ne peut plus clair : si t'es pas content l'Etat t'arrête, t'enferme, t'humilie, te brise ... etc. L'Etat, les Etats sont prêts à tout

pour écraser toute rébellion : il y a quarante de cela, l'Etat italien collait sur le dos des anarchistes l'attentat de la piazza Fontana. Des centaines d'arrestations, la chute du quatrième étage du commissariat de l'anarchiste Pinelli ... Infos revient sur ces tragiques événements.

Et puisque c'est la saison des vœux, voici les nôtres. Nous souhaitons à toutes et à tous une année 2010 pleine de luttes antiautoritaires, pleine de victoires petites ou grandes contre les inégalités économiques et sociales, contre les oppressions de toutes sortes.

Vive la Révolution sociale et libertaire, cuvée 2010 !

## LA POSTE PRIVATISÉE PAS D'ÉCLAIRCIE DANS LA MÉTÉO SOCIALE

### Un enjeu pour le pouvoir et le capital

La privatisation de La Poste est sur l'agenda des élites politiques et économiques depuis de nombreuses années. La volonté de livrer ces activités aux appétits capitalistes a été amorcée en France dès 1991 avec la séparation des activités postales et de télécommunications, en créant deux entreprises publiques distinctes. Construite sur 20 ans, la manœuvre de l'Etat a été conduite sur tout les fronts pour créer les conditions préalables à une privatisation : nouveau statut, nouveaux personnels, nouveau marché. Après un léger report en 2008 pour cause de crise et de mouvement social, le projet de loi a été présenté et voté à l'automne par le pouvoir et La Poste deviendra une Société Anonyme le 1er mars 2010. Il ne restera plus qu'à l'introduire en bourse et l'ouvrir à l'actionariat privé. Finalement cela n'aura pas créé plus de difficultés au gouvernement que lors de la privatisation d'EDF-GDF.

### Une fenêtre de tir pour la gagne

Plusieurs éléments étaient pourtant réunis pour infliger une petite défaite sociale au pouvoir, qui n'en a pas vraiment connu depuis le CPE en 2006. D'abord, la question des services publics et de leur accessibilité est un thème fédérateur dans la société française. Ensuite, les privatisations précédentes comme celle d'Edf-GDF ont montré quoi penser des discours rassurants du pouvoir, ce dont

chacun a pu se rendre compte depuis l'augmentation des tarifs de l'énergie. Puis, en pleine crise financière, l'idée d'introduire La Poste en bourse se télescopait avec la méfiance que les boursicoteurs inspiraient, d'autant que face à la crise, le gouvernement valorisait dans le même temps le parachute social à la française lié aux services publics et à la protection sociale. Ensuite, l'approche des Régionales représentait un risque réel d'effritement de l'électorat âgé et rural, favorable à l'UMP, le plus attaché à La Poste. Enfin et surtout, les postier-es conservent la capacité de bloquer une partie de l'économie, en paralysant l'acheminement des correspondances et des colis. A l'approche des fêtes de fin d'année, cela pouvait être un atout dans le rapport de force. Du coup, le scénario d'un mouvement de grève important, associé à un large soutien populaire, qui se serait traduit par des manifestations de rue massives, était envisageable.

### Autopsie d'une défaite

Pourtant ce n'est pas à ce scénario que l'on a assisté, mais à une défaite pour les organisations syndicales, comme pour les mouvements de contestation sociale. S'il y a eu un début de construction d'un mouvement dans l'entreprise comme à l'extérieur, il n'a jamais pu prendre corps et se développer, pour devenir un point de cristallisation face au gouvernement. La première journée de grève

nationale fin septembre a été suivie par près de 40% de postiers, ce qui n'était pas un échec pour ce secteur. Dans la foulée, début octobre, une votation pour demander un référendum et un débat public a réuni le nombre non négligeable de 2,3 millions de votants. Puis, alors que le gouvernement continuait sur la même voie, plus rien ou presque pendant deux mois, si ce n'est des actions relevant du lobbying lors du vote du Sénat début novembre. Ce n'est qu'après ce vote que de nouvelles mobilisations ont été lancées pour la fin novembre, juste trois semaines avant le vote définitif par l'Assemblée nationale. L'intersyndicale s'est mise d'accord sur la date du 24 novembre pour une nouvelle grève, mais pas sur sa nature : de 24H pour la CGT et la CFDT, illimitée pour FO et SUD. De son côté, le comité national programait une journée de manifestation avec la population le samedi 28 novembre. Mais au lieu d'un renforcement de la lutte, c'est à un effacement auquel on a assisté. Le 24 novembre, moins de 30% des postier-es étaient en grève, rendant la reconduction caduque le premier jour, ce qui se confirmera le lendemain, avec des taux de grévistes inférieurs à 5%. Par contagion, les manifestations suivantes n'ont rassemblé au mieux que quelques centaines de personnes dans les grandes villes. La montée nationale à Paris, point d'orgue prévu pour la mi-décembre a même

Suite de la page 1...

été déprogrammée, et le préavis posé par la CGT et la CFDT le 15 décembre pour occuper l'espace médiatique, n'a pas été suivi d'effets, les tracts d'appel n'ayant quasiment pas été distribués dans les services.

### Les stratégies perdantes pèsent lourd

Avec autant d'éléments favorables au départ, on ne peut expliquer la défaite par le seul manque de combativité des postier-es. Les évolutions du syndicalisme ont aussi largement pesé. D'abord par le climat de résignation de la rentrée sociale, issu en partie des échecs des stratégies de grève tout les deux mois du début d'année 2009, où des grèves massives et trois millions de personnes dans les rues n'ont donné ni perspectives au mouvement ni améliorations palpables. Cela a renforcé le sentiment d'une incapacité à peser sur le cours des choses, sentiment déjà très présent chez les postier-es à propos de la privatisation puisque tout a été fait depuis

des années pour leur faire penser qu'elle était inéluctable.

Ensuite, au niveau des fédérations syndicales de La Poste, la tendance est à peu de chose près la même : une CFDT prête à discuter du contenu du projet de loi, une CGT faisant tout pour repêcher la CFDT dans l'intersyndicale, pour avoir une alliée pour mener les mêmes stratégies perdantes, des temps forts égrainés sur plusieurs mois. C'est là encore la non-volonté des bureaucraties syndicales d'assumer des conflits directs avec le pouvoir, au profit de stratégies de représentation, où les travailleurs ne sont appelés à une journée de grève que comme un moment d'expression pour négocier.

Ensuite, les choix d'orienter la mobilisation sur une option citoyenne, avec le référendum comme point d'orgue, ont éludé la question de la lutte et de la construction d'un rapport de forces réel pour arracher la victoire. Cela a renforcé une attitude de passivité et les réflexes délégués, laissant penser

que les choses se jouaient au Parlement. Non content d'éloigner le moment de la confrontation, cela a remis en selle les partis d'opposition, privatiseurs du PS en tête. Toute option de classe, de face à face entre intérêts divergeants était ainsi annihilée. Alors que la crise est toujours là, que le chômage augmente, que les patrons continuent à bénéficier des cadeaux du gouvernement, et que l'état et le patronat marchent la main dans la main pour privatiser depuis de nombreuses années, c'était brouiller les enjeux et priver le mouvement du seul levier mobilisateur.

Le bilan politique est particulièrement désastreux pour les forces qui voulaient en découdre et particulièrement pour SUD, deuxième syndicat de l'entreprise. Coïncé de fait dans une stratégie de contournement des syndicats qui ne voulaient pas de grève dure, elle a porté énormément l'option référendaire à l'extérieur de l'entreprise. Elle s'est coulée dans l'unité avec les élus de gauche, PS inclus, et a finalement participé à l'absence

de rythme au lendemain du 3 octobre. Accrochée à l'impasse institutionnelle du référendum, elle a laissé passer le vote du Sénat début novembre, avant de proposer la grève reconductible. Mais il était trop tard.

### L'addition se paye comptant

Cette défaite accentue l'abattement général dans l'entreprise comme dans la société. Au sein de La Poste, à la veille des plans sociaux qu'accompagnera la privatisation, le personnel est plus désarmé que jamais. Dans le reste du salariat, une défaite au lieu d'une victoire sociale augmente encore la résignation qui est la tendance lourde de cette rentrée et qui devrait durer au moins jusqu'aux Régionales, d'autant que le gouvernement a pu ne rien lâcher sur un autre conflit, celui de la RATP.

Stephane, groupe de Montpellier

## CONTRE LE RACISME D'ETAT SOUTENONS LA LUTTE DES TRAVAILLEURS-EUSES SANS PAPIERS !

En temps de crise, les gouvernements ont tendance à laisser tomber le « politiquement correct » pour ouvrir les vannes au discours nationaliste. En effet, on ne compte plus les « dérapages » des politicien-ne-s à ce sujet, depuis les « auvergnats basanés » d'Hortefaux, jusqu'au contrôle d'origine d'un militant UMP par Chirac. Quand, devant les radios, un maire UMP1 se lâche et affirme qu'il y a trop d'immigrés « payés à rien foutre » et « pense qu'il est temps que l'on réagisse, parce que l'on va se faire bouffer ! », le président du groupe UMP à l'Assemblée nationale2 affirme son soutien : « On va libérer la parole. Point. Et moi j'estime que ces sujets, c'est parce qu'on n'en a pas parlé pendant trop longtemps. ». Derrière ces discours, se dresse un racisme contrôlé et mesuré par l'État.

L'Etat met en place le contrôle pour le banaliser à tous les niveaux de l'administration : quand on va réclamer ses droits au Pôle-Emploi, quand l'entreprise est contrôlée par l'inspecteur, quand on paie des impôts ou quand on va ouvrir un compte ou opérer sur le compte bancaire, chaque fois l'identité est vérifiée au risque d'une arrestation si on se trouve sans papiers.

Le contrôle s'étend même jusqu'à vérifier et juger des bons sentiments des personnes, comme on le constate avec le projet renforçant les sanctions contre les mariages blancs, devenus « gris » grâce à Eric Besson, ministre de « l'immigration et de l'identité nationale ». En revanche, ce dernier ne fait plus de sentiments quand il s'agit de se débarrasser d'une population dont le pays est en guerre, parce que cette population est jugée nuisible, à Calais comme ailleurs.

Et pour mieux asseoir leur discours nationaliste et ancrer le patriotisme, l'école se voit mise à contribution : l'apprentissage de la Marseillaise rendue obligatoire pour les plus jeunes, les tentatives de réécrire en le valorisant un passé colonial plus que douteux. Les programmes d'histoire deviennent les piliers d'une même vision de la nation, exclusive et excluante, créant de toutes pièces des héros nationaux autour desquels réunir la jeunesse.

Les discours sur la crise, les profits et l'écologie masquent d'autres problèmes et organisent la division des classes populaires entre celles avec papiers et celles sans

papiers, entre immigrés et « nationaux ». Les luttes de classes s'écrasent, par l'entremise des patrons qui agissent main dans la main avec les gouvernements, et se perdent dans le « chacun pour soi » et la peur de



l'Autre. L'idéologie nationaliste pousse les travailleurs et les travailleuses à s'allier avec leurs patron-ne-s dans l'illusion d'intérêts communs. Le nationalisme est l'un des outils principaux dont se servent les classes possédantes dans le but de souder travailleurs et travailleuses avec patrons et patronnes, dans la peur de l'étranger voleur d'emplois, revitalisant ainsi le « mythe » de la « cohésion nationale ». Déjà dans les années 30, en réponse à la grande crise, les dirigeants des partis populistes utilisaient le nationalisme pour rassembler. Ainsi, idéologies nationalistes de l'Allemagne du NSDAP, de l'Italie mussolinienne et de l'Espagne franquiste se sont nourries du racisme, et des idées revancharde, derrière un discours « révolutionnaire ».

Derrière le discours privilégiant le travailleur « français » menacé par la concurrence internationale des autres travailleurs et travailleuses. L'Etat bourgeois soude travailleurs-euse-s et employeurs sous la même bannière : celle d'une industrie française en proie à la concurrence étrangère. Ayant recours sans vergogne au double discours, ce sont les mêmes qui par l'Union Européenne mettent en concurrence et par là divisent les salarié-e-s, et qui exploitent la peur de l'autre et par là minent la solidarité internationale. Ces frontières nationales ne sont qu'une arme du patronat pour mieux diviser les travailleur-se-s : le « plombier polonais », l'ouvrier-ère textile chinois-e, alors que tous luttent contre la même

oppression et la même exploitation.

Ces mêmes frontières divisent le marché du travail entre une main d'œuvre exploitée (les « nationaux ») d'une part et une main d'œuvre sur-exploitée (les travailleur-se-s immi-

gré-e-s) d'autre part. L'Etat, par ses lois répressives et le patronat, par ses politiques de recrutement raciste, se retrouvent autour d'un même projet commun : la prospérité du Capitalisme.

Le racisme d'État devient une arme, non seulement celle des politicien-ne-s pour attirer l'électorat le plus à droite de l'échiquier politique, mais aussi celle des grands magnats de l'industrie pour diviser les travailleur-euses et leur faire oublier leur ennemi commun.

Face à cette offensive raciste menée par l'Etat, culminant avec le débat indécent et xénophobe sur cette « identité nationale » fantasmée, visant à diviser les travailleuses et les travailleurs, à protéger la bourgeoisie et à dévier notre attention des vrais problèmes, il est urgent de répondre sur notre terrain, celui des luttes populaires.

C'est ce que font nos camarades travailleurs sans papiers, qui entreprennent depuis plusieurs semaines une lutte exemplaire : plus de 6200 travailleurs et travailleuses mènent une grève durable, avec occupation des lieux de travail, pour leur régularisation et leur dignité, confronté-e-s à la répression de la part de l'Etat et des milices patronales.

Des interventions de vigiles à l'évacuation d'entreprises occupées par les CRS, des arrestations arbitraires à l'emprisonnement de travailleur-euses en lutte, l'Etat brandit le bâton et ne se gêne pas pour outrepasser sa propre légalité quand ça l'arrange (ainsi l'évacuation de la tour Bouygues à la Défense s'est faite au mépris de la légalité bourgeoise, qui conditionne l'intervention des flics sur un conflit de travail à une ordonnance de justice).

L'hypocrisie est sans borne quand Darcos

prétend « fermer les entreprises qui emploient des sans papiers » puisque ce sont toutes les grandes boîtes du bâtiment et du nettoyage, qui, en se masquant derrière la sous-traitance, exploitent le travail des ouvrier-ère-s sans papiers. Ces soutiens politiques au gouvernement sont en fait les principaux bénéficiaires de la politique raciste de l'Etat puisque celle-ci permet de sur-précariser les travailleur-euses sans papiers, en les forçant ainsi à accepter des conditions de travail et des salaires bien inférieurs aux autres travailleur-euses.

C'est au contraire en luttant pour la régularisation de tous les sans papiers que nous parviendrons à briser cette spirale de précarisation, dans l'intérêt de tous les salarié-e-s.

Lutter sur notre propre terrain, c'est faire vivre la solidarité de classe avec les travailleur-euses sans papiers en lutte, mais c'est aussi développer les autres luttes populaires : contre les licenciements, la misère, la vie chère, la précarité, pour l'accès au logement, contre la dégradation de nos conditions de vie, face au patronat, aux actionnaires, à l'Etat et aux propriétaires.

C'est sur ce terrain que nous identifierons nos vrais ennemis, non pas les autres travailleuses et travailleurs, celles et ceux de notre classe, mais celles et ceux qui nous exploitent, nous appauvrissent, nous matraquent pour maintenir leurs privilèges : l'Etat, les politicien-ne-s, la bourgeoisie.

C'est sur ce terrain que nous améliorerons nos conditions de vie, et que nous en finirons avec ce système facteur de crises, d'appauvrissement : le capitalisme.

La vraie urgence, ce n'est pas des débats nauséabonds qui visent à nous diviser, construits sur des identités fictives, sur l'urgence, c'est de lutter et de s'organiser pour prendre en charge directement l'amélioration de nos conditions de vie et de nos conditions de travail. Il y a urgence à faire converger les luttes populaires, qu'il s'agisse des grèves ouvrières contre les licenciements, des grèves de travailleur-euses sans papier, des luttes des étudiant-e-s sans papiers ou jeunes scolarisés, des luttes de précaires, de mal-logés, pour un « tous ensemble ».

Groupe de Lyon

1: André VALENTIN : Maire de Gussainville  
2: Jean-François COPE

# AU MENU POUR 2010 : ÉLECTIONS RÉGIONALES

La campagne électorale, cet exercice convenu, est de retour. Au mois de mars 2010 les citoyens seront une fois de plus appelés à voter : au menu de ce début d'année, ce sera élections régionales pour tous.

Les grandes manœuvres politiciennes vont bon train : il faut dire qu'elles ne s'arrêtent jamais vraiment. A peine une élection terminée, la prochaine est déjà en préparation.

Pour les partis de gouvernement, il s'agit toujours de garder le pouvoir conquis lors des précédentes consultations ou de le reconquérir lorsqu'on l'a perdu.

Pour les autres il s'agit, suivant les cas, de se mettre en position de devenir un parti de gouvernement ou bien d'exister sur la scène du paysage politique.

Le système de financement légal des partis politiques de notre pays fait qu'il est important de faire des voix aux élections : chaque bulletin vaut son pesant de subvention...

## Politique spectacle et "people"

La fille à Le Pen, le fils à Sarkozy, la fille à Bové, la notoriété des parents sert de tremplin aux fils et filles de ou aux organisations qui les présentent. Le népotisme à droite n'étonne personne, il fait partie des traditions. Ceux qui voient dans les verts une nouvelle voie pour faire de la politique autrement en seront pour leurs frais : le vedettariat, la mise en avant de personnalités à des fins de propagande électorale font partie de leurs "plans de com". Aujourd'hui en effet, il convient d'être people : il vaut mieux être télégénique qu'idéologique, ça passe mieux. Ce qui compte ce n'est pas le contenu politique du propos, c'est la présentation, l'emballage. Les verts n'échappent pas à la règle et l'extrême gauche non plus. Les électeurs connaissent « le facteur » du NPA sans connaître son parti. LO ne se relève pas électoralement du départ à la retraite d'Arlette. Cette peopolisation du paysage politique est représentative de l'état d'indigence de la conscience et du débat politique dans notre pays.

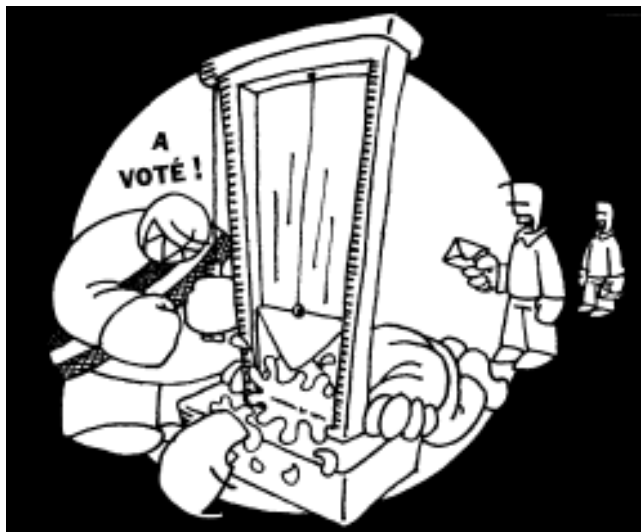
## Politique et pouvoir

Le pouvoir en place occupe le terrain en lançant toutes sortes de diversions. En bon laboureur des plates-bandes de l'extrême-droite il place ses débats quand bon lui semble après avoir fait du chiffre. Ceux-là mêmes qui expulsent à tour de bras les immigrés indésirables nous font le coup du débat citoyen sur l'identité nationale. Plus la ficelle est grosse et plus ça marche ! Et c'est ainsi que l'on nous promet une loi sur l'interdiction de la burqa au nom des droits de l'homme et de la femme ! Provocations et appels du pied aux réflexes nauséabonds des racistes et des xénophobes pour capter l'électeur du front national : voilà ce qui motive les gesticulations du pouvoir en place. Ce pouvoir qui est partout et qui régente tout selon son bon vouloir et son bon plaisir. Ce pouvoir si omnipotent qu'il peut se permettre par exemple de remettre en circulation un Julien Dray (dispensé de poursuites judiciaires) juste pour emmerder le PS avant les élections régionales. C'est le même pouvoir qui nous parle de l'indépendance de la Justice tout en la réformant pour mieux l'asphyxier... Le même aussi qui réclame des peines exemplaires pour les voleurs de poules et qui se fait fort dans ses vœux présidentiels, de s'attaquer aux bandes de criminels soupçonnés peupler nos cités.

Le pouvoir est fort en effet et il entend bien le rester : c'est le seul moyen pour pouvoir continuer à distribuer des milliards à ses copains et des coups de matraque aux salariés en lutte.

## Pendant ce temps : la droite et le medef

Pendant que les polichinelles des pseudo débats amusent la galerie, la droite et le medef s'en donnent à cœur joie et continuent méthodiquement leur travail de déconstruction des équilibres sociaux issus des rapports de force passés. Les acquis sociaux : services publics de la santé, des transports publics, de l'énergie, de la poste, de l'éducation, les retraites, la sécurité sociale sont battus en brèche. Privatisation, réduction des budgets, tout passe à la moulinette. L'année qui vient de s'écouler montre si besoin était à quel point les Etats sont au service du capital : ils ont tout mis en œuvre pour sauver la machine à gagner du fric. En à peine un an, des milliards d'argent public ont été mobilisés pour remettre à flot le secteur bancaire. Les industriels ont largement profité de l'aubaine. Le meilleur exemple est celui de l'industrie automobile. Donnée comme moribonde au début de 2009, elle n'en finit pas de battre des records de vente. A longueur de journaux télévisés, on nous explique que c'est grâce aux primes à la casse (l'argent des contribuables). Ce que les journalistes omettent de développer, c'est que les taux de rentabilité du secteur ont été maintenus, voire améliorés, au prix de plans sociaux et de recours massif au chômage partiel, dont tout laisse à penser qu'ils vont continuer en 2010. Le citron salarié est toujours bon à presser et le patronat continue à jeter la peau à chaque fois que c'est nécessaire.



## Elections : piège à révolution

Plus d'un siècle de stratégie et de propagande social démocrate ont abouti au pitoyable paradoxe d'aujourd'hui : plus personne ne peut croire que le capitalisme est bon pour l'humanité mais plus personne ne semble croire et encore moins penser qu'il soit possible de changer radicalement la donne. Les ravages et les échecs répétés du communisme autoritaire ajoutés au réformisme anesthésiant de la gauche parlementaire ont eu raison de toute velléité révolutionnaire. Il reste bien ça et là quelques organisations pour porter l'étendard de la Révolution Sociale mais force est de constater que rien ne permet aujourd'hui d'envisager sérieusement l'éventualité proche d'une révolution. L'hégémonie marxiste sur le mouvement ouvrier et la stratégie social démocrate de conquête du pouvoir par les urnes ont abouti à un énorme échec. Le progressisme s'est enlégé dans le parlementarisme et le réformisme au point de s'y dissoudre presque

totalemment.

Le résultat est consternant : l'alternance démocratique qui voit la « gauche » et la droite se succéder au pouvoir sans que rien ne change vraiment. En fait d'alternance c'est plus de partage du pouvoir qu'il faut parler : la gauche est au pouvoir dans la quasi-totalité des régions, la droite règne sans souci sur le pouvoir national. Tout ce petit monde se tape sur l'épaule et finalement s'en accommode plutôt bien.

Au niveau des idées, la plus grande confusion est de mise : gauche et droite s'engouffrent à fond dans la « green attitude » et construisent leurs discours sur la peur du futur. A la fin, le monde accouche d'un sommet de Copenhague à l'issue duquel les Etats s'autorisent à limiter l'augmentation de la température moyenne à deux degrés dans les décennies à venir. Pas un de plus, pas un de moins ! Si ça c'est pas du foutage de gueule !

## Construire un autre engagement citoyen

Pourtant des raisons existent pour se dire que tout espoir n'est pas perdu de voir le monde changer de base. Le monde associatif par exemple regorge d'initiatives qui montrent que l'on peut s'organiser sans autorité supérieure pour agir directement et sans but lucratif. Pour peu que l'on veuille bien donner de son temps, il est aisé de constater que l'on peut agir sans s'en remettre aux institutions et aux circuits commerciaux. Le développement croissant de circuits de distribution directs du producteur au consommateur, de circuits d'échanges de services, de crèches collectives entre autres, montre que nombre de citoyens et de citoyennes sont capables et ont envie de s'engager hors des institutions. Dans un autre registre, l'exemple de ce qu'il est convenu d'appeler le "logiciel libre" démontre qu'il est possible de voir se mobiliser une communauté de personnes autour de projets techniques complexes et de rivaliser avec des produits phare de l'industrie. Cela nous montre que l'envie de gérer directement pour consommer autrement, ou contrecarrer les visées hégémoniques des majors de l'industrie peut se traduire concrètement et efficacement. Cela démontre aussi qu'il existe d'autres moteurs pour l'humanité et le progrès que l'appât du gain. L'engagement et l'imagination des citoyens n'ont de limites que celles qu'ils se donnent en conscience.

## Construire un autre futur

C'est de cette capacité d'initiative et de créativité autonome que peuvent naître les espoirs et la volonté de nous construire d'autres futurs. L'enfermement institutionnel et la délégation électorale sont aux antipodes de ce foisonnement d'idées et de volontés. Voilà pourquoi nous appelons tous les citoyens et citoyennes à tourner résolument le dos aux bonimenteurs politiques et au consumérisme politique. Voilà pourquoi nous sommes aux cotés de tous ceux et toutes celles qui luttent pour construire un monde nouveau, toujours plus juste, toujours plus libre. Voilà pourquoi nous appelons à la fédération des initiatives et des luttes contre toute forme d'oppression et en particulier l'oppression économique et politique.

JV, Toulouse janvier 2010

## Pour contacter la Coordination des Groupes Anarchistes:

Site Internet: <http://www.c-g-a.org/public/>

E-mail: [secretariat@c-g-a.org](mailto:secretariat@c-g-a.org)

Secrétariat: CES, BP 40 233  
66002 PERPIGNAN CEDEX

### La CGA à Perpignan

Groupe Puig Antich (Secrétariat CGA)

2, rue Théodore Guiter

Ecrire à: C/O CES, BP 40 233

66002 PERPIGNAN CEDEX

E-mail: [antich@wanadoo.fr](mailto:antich@wanadoo.fr)

Permanence tous les samedis de 15 à 19 h

### La CGA à Montpellier

Groupe Un Autre Futur

20, Rue Terral, 34000 MONTPELLIER

permanences le samedi de 15h à 19h

E-mail: [groupe-uaf@c-g-a.org](mailto:groupe-uaf@c-g-a.org)

### La CGA à Toulouse

Groupe Albert Camus

36, Rue de Cugnaux, 31300 TOULOUSE

E-mail: [groupe-albert-camus@c-g-a.org](mailto:groupe-albert-camus@c-g-a.org)

Permanences le Mardi de 18h à 20h.

### La CGA à Lyon

Groupe de Lyon,

Librairie la Plume Noire

19, rue Pierre Blanc, 69001 Lyon

Librairie ouverte du Mercredi au Vendredi de

17h à 19h, le Samedi de 15h à 19h.

E-mail: [groupe-lyon@c-g-a.org](mailto:groupe-lyon@c-g-a.org)

<http://www.laplumenoire.org/>

### La CGA à Auch

Liaison Auch

écrire au secrétariat

### La CGA dans la Cerdagne et le Capcir

Groupe Mata Negra

écrire au secrétariat

E-mail: [matanegracga@yahoo.fr](mailto:matanegracga@yahoo.fr)

### La CGA en région Parisienne

Groupe de Seine-Saint-Denis

E-mail: [liaison93@c-g-a.org](mailto:liaison93@c-g-a.org)

### La CGA dans la Sarthe

Groupe du Mans

Permanence tous les samedis

de 14h30 à 17h, salle 10, 3ème étage

de la maison des associations

E-mail: [cga72@no-log.org](mailto:cga72@no-log.org)

### La CGA dans le Nord

Groupe D'Anarchistes de Lille et Environs

GDALÉ c/o CCL

4 rue de Colmar, 59000 LILLE

E-mail: [1groupeanarlille@no-log.org](mailto:1groupeanarlille@no-log.org)

<http://lille.cybertaria.org/gdale>

### La CGA dans le Haut-Forez

Groupe Haut-Forez

E-mail: [cga.haut-forez@laposte.net](mailto:cga.haut-forez@laposte.net)

### La CGA dans l'Aveyron

Liaison Aveyron

écrire au secrétariat

### La CGA dans l'Aude

Liaison Carcassonne

écrire au secrétariat

### La CGA dans l'Indre-et-Loire

Groupe de Tours

E-mail: [cga.tours@gmail.com](mailto:cga.tours@gmail.com)

### La CGA dans le Calvados

Liaison El Quico Sabate

E-mail: [elquicosabate@c-g-a.org](mailto:elquicosabate@c-g-a.org)

### La CGA dans la Vienne

Liaison Poitiers

écrire au secrétariat

### La CGA en Loire-Atlantique

groupe de Nantes

E-mail: [cga.nantes@gmail.com](mailto:cga.nantes@gmail.com)

### La CGA dans le Maine-et-Loire

liaison Saumur

écrire au secrétariat

### La CGA dans le Loiret

Liaison Orléans

E-mail: [orleans@c-g-a.org](mailto:orleans@c-g-a.org)

# LE DRAME DE LA PIAZZA FONTANA : LE LA D'UNE TRAGÉDIE À L'ITALIENNE

Il y a 40 ans, le 12 décembre 1969, quatre bombes explosent dans l'Italie. La plus meurtrière d'entre-elles explosa dans la Banque nationale de l'agriculture située sur la Piazza Fontana de Milan et fera 16 morts et une centaine de blessés.

## Les attentats, c'est la faute aux anarchistes

Cet attentat fait suite à une longue série d'attentats dont les plus importants sont ceux du 25 avril et du 9 août 1969, respectivement vingt et huit blessés légers. L'enquête conduite par le commissaire Calabresi - chargé des questions politiques de Milan - se porte sur les milieux anarchistes. Dans la nuit du 15 au 16 décembre, le camarade cheminot Guiseppe Pinelli "tomba" du quatrième étage lors de son interrogatoire et succomba rapidement à ses blessures.

Le même jour, Pietro Valpreda est inculpé et sera le principal accusé du massacre dans les premiers temps de l'enquête. Il a passé trois ans en détention provisoire.

Dès les premiers jours d'enquête, les anarchistes dénoncent une enquête biaisée et pré-déterminée et accusent l'Etat dans le massacre de la Piazza Fontana. Les principaux journaux de l'époque embrassent les thèses de la police et feront preuve d'une débordante imagination pour discréditer les anarchistes.

La mort de Pinelli jeta toutefois un trouble énorme dans l'opinion publique, ce qui permit aux groupes révolutionnaires de faire entendre les résultats de leurs contre-enquêtes ainsi que tous les arguments invalidant les thèses ubuesques du commissaire Calabresi étayées par un dossier anorexique (un témoin douteux et des morceaux de verre).

Les juges orientent alors l'enquête vers les milieux fascistes en inculquant des membres d'Ordine Nuovo et Avanguardia Nazionale.

## La stratégie fasciste

En 1965, se tient une conférence qui regroupa de nombreux radicaux fascistes et nazis avec pour thème « la guerre révolutionnaire ». Malgré les nuances des projets politiques les participants vont s'entendre pour une stratégie de lutte face à la « menace communiste ». Ce projet a été formulé par Filipani Ronconi membre des services secrets italiens. Il décomposait la lutte en trois niveaux : un premier niveau ayant une base large avec la fonction de maintenir un climat hos-

tile aux forces socialistes, un second niveau regroupant des hommes d'Etat ayant pour mission de faire des actions de pressions dans le cadre de la loi et de leur position de pouvoir et un troisième niveau, clandestin, devant mener des actions de contre-terreur car comme le dit si bien Siciliano (membre d'Ordine Nuovo) : « ... quand on les frappe [...] les petites gens vont réclamer un état fort ».

Les groupes semi-clandestins d'Ordine Nuovo et Avanguardia Nazionale vont s'atteler à cette tâche. Outre des nuances idéologiques de second plan, ces groupes se partagent le territoire italien. Ils vont perpétrer des actions clandestines sous le masque des forces révolutionnaires socialistes. Ces groupes vont ensuite infiltrer des groupes « gauchistes » pour les manipuler.

Alors qu'une large frange de la population désavouait les actions de destruction, celles portées par les fascistes ne suffirent pas à faire basculer l'opinion publique. Pour cela, il a fallu monter d'un cran avec des attentats de masse susceptibles de tuer et de terroriser tout un peuple.

C'est le sens des attentats de l'année 1969. Lorsque les juges se sont portés sur la piste fasciste pour la Piazza Fontana, de nombreuses preuves ont nourri la thèse de la responsabilité des groupes d'extrême droite dans le massacre de la Piazza Fontana. Les plus probantes sont la découverte de timers et de stocks de dynamite-gomme vraisemblablement identiques à ceux utilisés pour cet attentat.

L'objectif final était de faire un coup d'état militaire qui aurait été, dans ce contexte de terreur généralisée, soutenu par une large frange de la population. Il y aura au moins une tentative avérée le 7 décembre 1970 avec comme tête de proue le prince de Borghese -un ancien de la République de Salò.

## Le péril communiste

Pour comprendre la stratégie fasciste il est important de rappeler le contexte social et politique d'alors en Italie.

La contestation sociale s'intensifiait ainsi que sa forme d'expression la plus usitée : la grève dont le nombre d'heures a quasi triplé entre 68 et 69. Avec le contexte européen et notamment le mois de mai 1968 français, les étudiant-e-s se radicalisaient et les syndicats « traditionnels » étaient dépassés par des travailleurs-euses en colère. Ce climat com-

mençait à être suivi d'effets car les salaires passèrent de 56,7% du PIB en 1968 à 59% en 1969 et le parlement dut formuler une loi de désarmement des forces de police le 27 avril 1969.

Ce début de redistribution de la richesse et d'amenuisement des forces répressives est vécu comme une menace intolérable pour les élites économiques.

Parallèlement, le monde est encore dans la géopolitique des blocs. Le parti communiste italien est le plus puissant d'Europe et le parti « atlantiste » au pouvoir s'emploie à l'anéantir ou au moins à réduire son influence.

## La stratégie de la tension et la Loge P2

Le pouvoir en place va instrumentaliser les groupes fascistes pour figer le statu quo politique et sauver ainsi l'inégalité économique et sa cohorte de privilégiés.

La stratégie de la tension est d'appuyer les groupes fascistes dans leurs entreprises avec un soutien logistique et en écartant toute instruction judiciaire s'intéressant à ces groupes.

Dans le cas de la Piazza Fontana, Diligio, agent secret de la CIA, va former des membres d'Ordine Nuovo à la fabrication de bombes et servir d'intermédiaire pour l'acquisition de dynamite-gomme et de timers. Le chef de la brigade mobile de Padoue, qui s'intéressa de près aux activités d'Avanguardia Nazionale au début de l'année 1969, est suspendu sans préavis par Catenacci, directeur des affaires réservées du ministère de l'Intérieur.

L'essentiel de la stratégie de la tension s'est forgée au sein de la Loge maçonnique Propaganda Due (P2). Lucio Gelli, ancien de la République de Salò et grand maître de la Loge, a été le principal instigateur de la tentative de coup d'état du Prince Borghese. L'acteur central de cette stratégie est Federico D'Amato, ancien de la République de Salò et membre du bureau des affaires réservées du Ministère de l'Intérieur. Il était en contact permanent avec Della Chiaie (chef d'Avanguardia Nazionale) et avec Diligio. Il représente l'Italie à l'Office de sécurité de l'OTAN et possède également la carte 1643 de la Loge P2.

La Piazza Fontana a été le premier coup d'éclat des fascistes et est de fait l'acte fondateur de la stratégie de la tension. Les massacres du train Italicus et de la gare de Bologne furent sa suite logique. Parallèlement, une portion non négligeable des forces révolutionnaires basculèrent dans la lutte armée

avec des actes de sabotage et des assassinats politiques. Cette option se voulant une réponse aux provocations fascistes, il est très probable que l'ampleur de la lutte armée aurait été bien moindre sans la politique meurtrière du pouvoir en place. Aidé par la totalité des médias, le pouvoir a ainsi réussi à bloquer le processus social amorcé en 1969 en retournant l'opinion publique contre les révolutionnaires.

## Bilan de l'histoire

Le bilan est lourd car selon le ministère de l'Intérieur, il y a eu 4290 actes de « violences politiques » dont 68% reviennent à l'extrême droite. Concernant les assassinats, on en dénombre selon la même source 150 perpétrés par les fascistes et 94 par l'extrême gauche.

Dans cette lutte sanglante, la victoire est totale pour le pouvoir capitaliste. Les forces révolutionnaires ont été anéanties avec l'aval de la population. L'Italie est aujourd'hui gouvernée par un ancien de la Loge P2, Silvio Berlusconi. Bien entendu, les éléments semi-conscients de la stratégie de la tension que sont les fascistes ont été largement protégés par les services de l'Etat.

La grande conclusion de cette épisode de l'histoire est qu'en cas de contestation, la « démocratie » nous montre son vrai visage : semer la mort pour garder son pouvoir et ses privilèges !

## Et aujourd'hui

La crise économique en cours pourrait faciliter une massification de la contestation sociale et certaines luttes de l'année 2009 le laisse présager.

L'année dernière, nous avons vécu l'épisode Tarnac pour lequel, face à un acte de "sabotage", nous avons vu l'Etat s'attaquer à un groupe de personnes manifestement ciblées. Relayée par de nombreux médias de façon outrancière et mensongère, l'affaire a contribué à construire l'image de l'ennemi intérieur contre lequel la population sollicitera l'intervention des forces répressives.

Le sécuritaire dans son ensemble participe à détourner la population des problèmes économiques au profit du pouvoir et des goinfres capitalistes. Si le besoin s'en fait sentir, l'Etat dispose plus que jamais, en faisant couler le sang, de médias serviles prêts à lui servir la soupe pour calomnier les révolutionnaires.

La répression, c'est la sécurité pour le pouvoir et pour les riches, aujourd'hui comme hier combattons les!

## Johann, groupe de Montpellier

Pour plus d'information lire La ténébreuse affaire de la Piazza Fontana de Luciano Lanza, Edition CNT

Ce journal aborde des thèmes qui vous intéressent? Vous souhaitez soutenir la **Coordination des Groupes Anarchistes**? Abonnez-vous!

**Abonnement découverte:** 1 numéro gratuit

**Abonnement individuel d'un an:** 8 € (plus si soutien), chèque à l'ordre de l'AAC

**Abonnement de diffusion:** 4 exemplaires de chaque numéro, 20€ par an

Dans tous les cas, envoyez vos coordonnées complètes à:

CGA, 36, rue de cugnaux, 31300 toulouse

Une version informatique est également disponible sur notre site Internet.

## Infos et Analyses Libertaires

Journal de la

Coordination des **Groupes Anarchistes**

Directeur de la publication:

Edward Sarboni

Rédaction et administration:

C.E.S. BP 40 233

66002 Perpignan cedex

ISSN 07514530

Dépot légal 1er trimestre 2010

N° 81

Impression: 1 34, Toulouse